

PRÉSENT

Quotidien

BEL/LUX/ITA : 2,40 € - CH : 3,20 CHF - Canada : 3,60 \$ can - Dom avion : 2,60 € - Tom avion : 750 CFP

PRÉSENT

1921

La première
famine
soviétique

Page 8

VENDREDI 20 AOÛT 2021 N° 9934 - 2,40 €

www.present.fr

MAI DE MAIRE

Les écharpes brûlent entre les mains des édiles de gauche. Le très médiatisé Ali Rabeh, maire islamo-progressiste de Trappes, risque de devoir quitter l'hôtel de ville à cause d'une sombre histoire de clientélisme.

Pendant ce temps, l'élue PCF de Bagneux, Marie-Hélène Amiable, se fait taper sur les doigts par le tribunal administratif pour avoir voulu pérenniser des squats au-delà de la trêve hivernale.

La banlieue rouge fait tache.

P2

AFGHANISTAN

Macron attaqué
par sa gauche

Page 3

IDÉES

Nihilisme et
révolution sexuelle

Pages 6-7

M 00196 - 820 - F : 2,40 €



Le maire islamo-progressiste de Trappes perd (momentanément) sa place

■ Louis Marceau
redaction@present.fr



C'EST LE « SOUK » à Trappes ! Mercredi, le Conseil d'Etat a annulé l'élection du maire de Trappes, Ali Rabeh, à la suite d'irrégularités commises lors de sa campagne. Cela ne devrait toutefois pas sauver la ville de ses innombrables problèmes, notamment de l'influence islamiste... Ali Rabeh a triché ! Voilà le constat du Conseil d'Etat qui a donc annulé la victoire du nouveau maire de Trappes (Yvelines), acquise lors des élections de juin 2020 alors qu'il se présentait sous l'étiquette Génération.s, du nom du mouvement de Benoît Ha-

mon. Une décision sans réelle surprise qui suit les conclusions du rapporteur public.

Peu avant le scrutin, par le biais de son association Cœurs de Trappes, l'homme avait fait envoyer des masques « anti-Covid » et des colis alimentaires à certains habitants de la commune, complétant les paquets avec une photo le représentant. Une opération de communication qui avait sans doute fait pencher la balance en sa faveur.

Ce détail était naturellement jugé irrégulier par son adversaire principal, Othman Nasrou, candidat divers droite soutenu par Les Républicains, qui avait saisi la justice et demandé non seulement l'annulation du résultat mais également une peine d'inéligibilité pour Ali Rabeh.

Seule sa première requête a trouvé un écho au sein du Conseil d'Etat et tout le monde pourra donc repartir à l'assaut de la mairie ces prochains mois.

Ali Rabeh s'est malgré tout félicité de cette conclusion, rassuré de pouvoir à nouveau livrer bataille prochainement, tandis qu'Othman Nasrou a indiqué sur les réseaux sociaux que Trappes « méritait mieux » et qu'il était temps d'offrir à cette ville « une véritable alternance pour tourner la page de cette gestion sectaire, clientéliste et anti-républicaine ».

L'agacement est compréhensible, Ali Rabeh ayant réussi l'exploit d'être au cœur d'une autre polémique de grande ampleur en février dernier.

Après qu'un ancien professeur du lycée de la plaine de Neauphle, à Trappes, s'était inquiété de la montée de l'islamisme dans la commune, celui qui était encore maire à l'époque était venu en visite dans l'établissement, non pas pour remédier au problème soulevé par l'enseignant mais pour lutter contre ce qu'il estimait être des propos discriminatoires. Ne voyant pas le problème, quelques mois seulement après l'assassinat de Samuel Paty à quelques dizaines de kilomètres de là, Benoît Hamon et d'autres cadres d'extrême gauche comme Yannick Jadot (EELV) et Eric Piolle (maire EELV de Grenoble) avaient apporté leur soutien au maire de Trappes. Toute honte bue, Eric Piolle avait même expliqué qu'Ali Rabeh était « au chevet de la République du matin au soir ».

Sur le plateau de CNews, Eric Zemmour avait de son côté soutenu le professeur, clamant haut et fort que Trappes était désormais une ville musulmane, régie par la loi islamique, et que ce n'était donc plus un territoire français.

Le nouveau probable duel municipal entre les Franco-Marocains Ali Rabeh et Othman Nasrou apporte effectivement de l'eau au moulin du polémiste. ▀

■ François Hoffman
redaction@present.fr

Bagneux : une mairie qui soutient les clandestins ?

ELLA A ÉTÉ CONVOQUÉE mercredi dernier devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise : Marie-Hélène Amiable, maire PCF de Bagneux (Hauts-de-Seine), doit donner des explications sur son arrêté municipal contre les expulsions locatives. Le 31 mai 2021, son conseil municipal avait adopté, juste avant la fin de la trêve hivernale, cette mesure. Mais le préfet des Hauts-de-Seine, par le biais du déféré préfectoral, a saisi le juge administratif qui doit à nouveau se prononcer. En effet, ce n'est pas la première fois que le tribunal de Cergy-Pontoise est saisi : le 10 octobre 2019, il avait déjà annulé un arrêt anti-expulsions pris par la commune de Bagneux le 28 mars 2019. C'est même une habitude à Bagneux depuis 2004. A chaque fin de trêve hivernale, un arrêté est systématiquement pris par la commune et, évidemment, la préfecture saisit toujours le juge administratif qui rappelle le droit et désavoue la mairie...

Une commune favorable aux squats

Pour justifier son nouvel arrêté, Marie-Hélène Amiable se retranche derrière le fait que « les expulsions ne régleront rien aux problèmes des concernés. [Elle] estime que l'Etat ne respecte pas ses obligations en laissant ses citoyens dormir dans la rue, qu'importent les saisons ». Elle affirme avoir évité 42 expulsions. On peut cependant s'interroger sur le fait que l'expulsion est une procédure particulièrement lourde pour le propriétaire confronté à deux ans de loyers impayés avant de saisir le juge... La

mairie n'a nullement pris le soin de rappeler les dé-mêlés de certains locataires qui sont en délicatesse avec leurs propriétaires. On aimerait en savoir plus sur les comportements et les profils des « concernés ». Car si on se penche sur les expulsions, on découvre que certains logements sont squattés à Bagneux depuis plusieurs années. Il y a même des squats d'« artistes », dont on découvre qu'ils importunent parfois les riverains... Côté cour – si l'on peut parler ainsi –, on s'aperçoit donc que la commune fait plus que tolérer des activités illégales : elle les accompagne et n'est donc pas à son premier « coup » d'éclat. Sous prétexte de justice sociale – complété, aujourd'hui, par l'invocation de la crise sanitaire –, la ville de Bagneux s'est immiscée dans l'exercice de compétences qui ne sont pas les siennes. En effet, juridiquement, l'intervention de la commune est illégale car, comme l'avait rappelé le juge administratif il y a deux ans, seuls le juge judiciaire (il ordonne l'expulsion par un jugement) et le préfet sont « compétents en matière d'expulsion ». La commune ne pouvait donc imposer au préfet l'obligation de justifier d'un relogement de personnes expulsées, quand bien même elle pouvait se pencher sur le cas de personnes à la rue, et ce au nom de l'ordre public. Enfin, ce que personne ne rappelle, c'est la forte implication de la mairie en faveur des clandestins... Il est dommage que soit passé sous silence le contexte dans lequel une municipalité agit illégalement. ▀



GESTION DE LA
CRISE AFGHANE

Macron attaqué par sa gauche

■ Xavier Eman

xavier-eman@present.fr

MALGRÉ SON CARACTÈRE extrêmement convenu et sa relative insipidité, l'intervention télévisée d'Emmanuel Macron à propos du drame afghan a suscité de très vives réactions et critiques provenant essentiellement de la gauche et de l'extrême gauche. La faute du président ? Avoir énoncé que la « protection contre les flux migratoires irréguliers qui nourrissent les trafics de toute nature » était l'un des enjeux majeurs de cette crise. Bien que cette affirmation soit une pure et simple évidence, il n'en fallait pas plus pour déclencher l'ire des immigrationnistes de tous poils qui, eux, voient au contraire dans la situation une occasion d'imposer aux Français l'accueil de nouvelles cohortes de migrants.

Pour *Libération*, il ne s'agit rien moins que d'une « faute morale », Emmanuel Macron utilisant les « mots de l'extrême droite » dans une optique purement électoraliste visant à rassurer, et donc à séduire, l'électorat conservateur.

Sur les réseaux sociaux, les propos du président ont également déclenché de nombreuses réactions « scandalisées », le lanceur d'alerte Edward Snowden poussant le ridicule jusqu'à tweeter un rageur « Emmanuel Le Pen ! ».

Du côté des politiques, le député écologiste (ex-La République en marche) Matthieu Orphelin a accusé le chef de l'Etat d'entretenir une « confusion entre asile et immigration irrégulière », tandis que le président de SOS Racisme, l'inénarrable Dominique Sopo, affirmait que « les personnes qui fuient

la guerre, l'oppression et la mort » n'étaient pas « des flux migratoires irréguliers ».

Face à cette bronca, l'Elysée a réagi en déclarant dans un communiqué de presse que « nous n'avons pas du tout à rougir, car nous sommes l'un des pays qui accueillent le plus d'Afghans et qui leur donnent le plus de protection. Dans le

contexte de crise liée au retour des talibans au pouvoir, la France est très attentive à la situation des Afghans mais cela n'empêche pas – ce qui serait faire preuve de naïveté et de manque de responsabilité – d'être très ferme face aux trafics et aux réseaux qui profitent de la misère et de la peur ».

Toute cette agitation n'est bien évidemment que jeu de dupes et pantomime, chacun jouant parfaitement son rôle en flattant sa clientèle électorale. Par ses cris d'orfraie et en feignant de croire à la « droitisation » du président Macron, la gauche valide de fait – aux yeux des toujours crédules électeurs de droite – la stratégie de ce dernier qu'elle prétend pourtant dénoncer. Mais, en l'absence d'actes concrets, tout cela se réduit à de simples discours et à un énième plan de communication. Dans l'attente d'hypothétiques mesures concrètes et efficaces de contrôle de l'immigration, Emmanuel Macron reste le chantre de la « diversité » et de la « société ouverte » qu'il a toujours été. Pour le plus grand malheur de la France. ▀



PERSEVERARE DIABOLICUM Les soutiens français aux talibans

■ Francis Bergeron

francis-bergeron@present.fr

LE 28 OCTOBRE 2020, le gouvernement procédait à la dissolution de BarakaCity, une organisation islamiste entretenant des liens étroits avec des mouvements armés à l'étranger, voire des organisations terroristes. Une poignée d'autres organisations avaient également été dissoutes, la plupart n'ayant d'ailleurs aucune existence légale sur le territoire français.

Il se trouve que, dès la chute de Kaboul, l'ex-animateur de BarakaCity, le dénommé Idriss Sihamedi, a publié un message de félicitations aux talibans. On connaît le programme des talibans. Il a de quoi faire se dresser les cheveux sur la tête des homosexuels, des lesbiennes, de toutes les catégories de LGBTQ, de toutes les mino-

rités religieuses, et globalement de toutes les femmes. En gros les neuf dixièmes de l'humanité.

A gauche, à l'extrême gauche, chez les mélenchonistes, chez les écologistes, de nombreuses voix s'étaient élevées, à l'époque, pour soutenir Sihamedi et s'indigner de l'islamophobie ambiante qui avait généré cette décision.

Moins d'un an plus tard, Idriss Sihamedi ne peut donc retenir sa joie

face au basculement de l'Afghanistan dans le camp des Etats totalitaires théocratiques. Le discrédit qui frappe ainsi des pans entiers de la gauche française, la tendance islamo-progressiste, n'atteint certes pas les proportions du milieu des années 1970, quand l'arrivée des Khmers rouges au pouvoir était saluée comme une libération.

Mais le mythe d'une islamophobie d'Etat et celui d'une islamophobie d'« extrême droite » ont conduit toute une partie de la gauche à se fourvoyer en apportant son soutien à des person-

nages comme cet Idriss Sihamedi, qui s'était d'ailleurs déjà fait remarquer, avant cela, en refusant publiquement de serrer la main à une femme, en l'occurrence un ministre, Najat Vallaud-Belkacem. C'était en 2016. Il n'empêche que ce genre de comportement n'avait pas découragé des militants et des journalistes de gauche d'apporter leur soutien à BarakaCity. Le mélenchoniste Taha Bouhafis avait par

exemple tenu à manifester « la honte internationale de dissoudre cette association ».

Dans ces réactions entrait une part de politique politicienne. Nous approchions de la présidentielle, et écologistes, mélenchonistes et hamonistes se disputaient les voix d'un nouveau prolétariat, celui des ex-migrants.

A ces politiques s'étaient joints ceux qui ne se faisaient pas encore appeler décoloniaux, partisans du « woke », des systèmes racisés, et des théories de l'intersectionnalité.

Le syndrome des idiots utiles

Le mouvement de sympathie à l'égard des talibans et du salafisme n'a certes jamais eu l'ampleur de celui qui se manifestait, il y a 45 ans, pour Pol Pot et ses Khmers rouges, mais le processus est identique, c'est le syndrome des idiots utiles. Quel sens peut-on encore donner à la mobilisation, dans nos universités, dans les médias, pour ces théories néo-féministes, à l'heure où un pays tout entier se prépare à rétablir les châtiments corporels y compris la lapidation des femmes infidèles (mais pas des hommes !), la liquidation des homosexuels, l'inégalité de principe entre hommes et femmes, et la dépendance absolue de ces dernières à l'égard des hommes ? ▀



Une drag queen animatrice d'une émission jeunesse

■ Rémi Tremblay
remi-tremblay@present.fr

Correspondant
permanent au Canada

ALORS QUE la Hongrie met en place des mesures pour protéger les mineurs de la propagande LGBT (voir *Présent* n° 9900), au Québec on n'en fait jamais assez pour pervertir la jeunesse. Après avoir introduit des personnages homos, puis trans dans la plupart des émissions jeunesse, même celles de notre enfance qui furent remises « au goût du jour », voici que la télévision québécoise accueillera sa première émission jeunesse animée par une *drag queen*.

L'animateur ou l'animatrice, comprenez qui pourra, est Barbada, de son vrai nom Sébastien Potvin, une célébrité du monde *drag queen* qui vient de terminer la coanimation d'une série de télé-réalité « Call Me Mother » sur cet

univers. Son prochain projet, qui fut retardé par la pandémie : une émission pour les jeunes.

Potvin n'est pas étranger au monde de l'enfance. S'il est engagé par certains festivals pour ses prestations humoristiques, cette *drag queen* est d'abord et avant tout un enseignant au niveau élémentaire. De plus, il anime fréquemment des contes pour les 3 à 8 ans dans les bibliothèques et librairies, et produit même des capsules éducatives sur la musique notamment pour le festival de Lanaudière.

Quant à l'émission qu'il produira sous peu, on ne sait pas grand-chose encore, mais on peut déjà imaginer le ton qu'elle prendra. Révolue est l'époque où les enfants rêvaient d'aventures fantastiques ou de désirs innocents ; au Québec comme ailleurs en Occident, ils sont dès leur plus jeune âge confrontés à la sexualité via le mouvement LGBT. ▀

Le saint du jour ■ AB V.B. ab-v-b@present.fr

La découverte du corps de saint Amador à Rocamadour



En 1166, en creusant une tombe sous le seuil de l'église Notre-Dame de Rocamadour, on découvrit un corps bien conservé. Assez vite, on pensa que cette conservation était certainement miraculeuse. On commença alors à raconter l'histoire de saint Amador : un Juif de Palestine, le serviteur de la Vierge Marie, ou le mari de Véronique, en tout cas un auxiliaire de saint Martial dans l'apostolat. A partir du XVe siècle on l'identifia avec Zachée, le publicain de l'Évangile, qui aurait épousé Véronique et serait venu, après son veuvage, fonder dans la solitude un sanctuaire en l'honneur de la Vierge et finir ses jours en ermite. Les habitants du Quercy, admirant son amour pour les rochers stériles où il vivait, l'auraient surnommé Rupis Amator d'où viendrait Rocamadour. Le corps découvert en 1166 fut brûlé par les protestants puis par les révolutionnaires : on ne put en sauver que des fragments infimes. ▀



Courrier des lecteurs

● De Monique Delcroix

Le passe sanitaire, quintessence de l'incohérence macronienne, est certes indéfendable et *Présent* ne s'y trompe pas. Toutefois, prenons garde à ne pas utiliser le vocabulaire de l'ennemi : apartheid, discrimination, etc. Les mots ne sont pas innocents et le droit à la libre discrimination doit être au cœur de notre combat. L'abrogation de la loi Pleven est d'une autre importance politique que la licence d'aller au café sans QR code ! ▀

PRÉSENT

5, rue d'Amboise,
75002 Paris

WWW.PRESENT.FR

Téléphone : 01.42.97.51.30

redaction@present.fr - abonnements@present.fr

Directeur (1981-2013) : Jean Madiran (†).
SARL PRÉSENT pour 99 ans au capital de 135 555 €,
sise 5 rue d'Amboise, 75002 Paris.

Gérant : Françoise Pichard.

Imprimerie Euclès Daily - 75009 Paris.

Dépôt légal : 3e trimestre 2021

CPPAP : 0518 C 83178

ISSN : 07.50.32.53.

Directeur de la publication : Françoise Pichard.

Rédacteur en chef : Samuel Martin.

Directeur du jour : Francis Bergeron.

Chers lecteurs, nous n'avons que vous.

Et vous n'avez que nous : *Présent* est l'unique quotidien d'information catholique et de droite nationale. Alors, d'une façon ou d'une autre, aidez-nous ! Il y va de l'existence de *Présent*.

SOUTENEZ "PRÉSENT"
PAR UN DON DIRECT OU DÉFISCALISÉ

JE FAIS UN DON

de 10 €, 25 €, 50 €, 100 €, 200 €, 1 000 € ou plus...

Les dons sont déductibles des impôts
à hauteur de 66 %* en libellant le chèque
à l'ordre de :

APFL et en ajoutant au
verso "Don Présent"

Un reçu fiscal vous sera adressé par cet organisme habilité.

Le chèque est à expédier à :

Présent – 5, rue d'Amboise, 75002 Paris

Ou par CB sur notre site : present.fr/faire-un-don

*Réduction d'impôt égale à 66% du montant de votre don, dans la limite de 20% de votre revenu imposable.
Pour toute question, contact par courrier à l'adresse ci-dessus ou par courriel : abonnements@present.fr

Abonnement Premium

Papier et numérique
+ Hors-Série
(6 parutions minimum par an)
+ Calendrier

Abonnement illimité par
prélèvement mensuel : 33 €
6 mois : 219 €
1 an : 359 €

Abonnement classique

PAPIER ET NUMÉRIQUE

1 mois : 30 €
abonnement illimité par prélèvement mensuel
3 mois : 105 €
6 mois : 199 €
1 an : 349 €
2 ans : 580 €
2 ans, abonnement de soutien : 1 200 €

Abonnement Parrainage

PAPIER ET NUMÉRIQUE

3 mois : 88 €
6 mois : 170 €
1 an : 309 €

Avec nom
du parrain obligatoire

Abonnement Internet

1 jour : 1,20 €
1 mois : 9,50 €
3 mois : 28 €
6 mois : 55 €
1 an : 99 €

MICHEL BAYVET (1928-2021)

Un homme engagé

■ Francis Bergeron
francis-bergeron@present.fr

LE DIMANCHE 15 août, « en la solennité de l'Assomption de la Vierge Marie », Michel Bayvet s'est endormi dans la paix du Seigneur. Cet homme discret, courageux, efficace, fut de l'aventure du lancement du Front national (il en était l'un des principaux fondateurs), comme il fut de l'aventure de *Présent*. Il comptait d'ailleurs parmi les tout premiers abonnés, ceux de 1981, au moment du lancement de la souscription pour un quotidien qui se définirait comme nationaliste et catholique.

Assureur de métier, Michel Bayvet prit d'ailleurs en charge les couvertures d'assurance de notre quotidien.

Fortement impliqué au sein du Front national, au bureau politique duquel il a longtemps appartenu, il fut conseiller régional d'Ile-de-France et conseiller municipal de Versailles.



L'autre grand engagement de Michel Bayvet concernait sa foi catholique. Lors des fêtes des Bleu-blanc-rouge, il faisait le lien entre le FN et les prêtres de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, pour faire en sorte que la fête commence par une messe.

Hostile bien évidemment à l'avortement, il avait encore participé aux plus récentes Marches pour la vie, et il ne ménageait pas son soutien à l'AGRIF, comme d'ailleurs à d'autres œuvres de différentes natures, dont l'ADMP qui défend la mémoire du maréchal Pétain.

Sur le faire-part, sa famille avait retenu cette parole du maréchal Lyautey : « La joie de l'âme est dans l'action. » Une formule qui résume bien la personnalité de Michel Bayvet, homme d'action, militant engagé.

Sa messe d'enterrement a lieu ce vendredi à 14 heures à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, église du Quartier latin à l'occupation de laquelle il avait participé, en février 1977.

Toute l'équipe de *Présent* transmet à son épouse, à ses enfants, à ses quinze petits-enfants, à ses trois arrière-petits-enfants l'expression de ses sentiments attristés mais aussi une très grande reconnaissance pour le soutien accordé, pendant les quarante années d'existence de notre quotidien, qui était aussi son quotidien. ▀

TRIBUNE LIBRE

Et maintenant ?



■ Bernard Chupin
bernard-chupin@present.fr

LA HAVANE 1959, Alger 1962, Phnom Penh 1975, Saïgon 1976, Kigali 1994, Kaboul 2021, et tant d'autres capitales gagnées par des guérillas populaires sur des armées occidentales modernes, professionnelles, salariées, efficaces, mais non enracinées dans les campagnes ou les masses urbaines. Marxistes ou nationalistes, parfois les deux, soutenues de l'extérieur ou non, mais composées de combattants volontaires idéologisés, persuadés du bien-fondé de leur engagement national et de leur combat révolutionnaire – ou contre-révolutionnaire –, elles se sont révélées stratégiquement ou politiquement invincibles à terme.

Leur modèle, revendiqué par Lénine, c'est la Vendée en 1793-1794. Certes,

les quatre départements insurgés ont été écrasés par un génocide commis par une armée extérieure, mais sur son terrain elle a toujours été l'émanation d'un peuple et, sur le fond et le « temps long », elle a gagné par le rétablissement du droit de croire et de penser, appuyé par trois régimes monarchiques et un empire révolutionnaire intérimaire longtemps invulnérable, lui aussi né d'une insurrection. La suite est un autre sujet, qui relève de la faiblesse des hommes.

Tant d'espairs perdus, d'héroïsmes et de sacrifices pour en arriver là. Kaboul vient de tomber comme le fruit décomposé qu'était devenu l'Afghanistan. Une fois encore, l'obsession démocratique du capitalisme occidental a limité son action au déversement de dollars et donc à la corruption de politiciens n'ayant aucunement l'intention de mourir pour leur pays. Ce pays, auquel on a offert des infrastructures « civi-

lisées » et une armée de 300 000 hommes, a disparu en quelques heures. Cette armée aurait affiché trois fois plus de combattants que le résultat aurait été le même. Face aux « subversions », sous-estimant l'intelligence des cœurs et les attachements telluriques, jugeant à travers de lointains prismes déformants et nous réfugiant dans de confortables arrogances, nous avons multiplié nos échecs et contribué à accentuer notre propre décadence. C'est un fait dont il est maintenant urgent de tenir compte.

Seule une contre-révolution culturelle populaire nous ramenant à nos sources, nous réconciliant avec les valeurs que nous avons détruites, revendiquant notre histoire, nos attachements spirituels et notre dimension sacrée qui ont construit notre morale, peut briser cette marche vers l'humiliation définitive.

Alors, laissant de nouveau libre cours

à notre modèle d'être, loin de toute condescendance, nous pourrions espérer redevenir l'objet d'une séduction et d'un désir. Redevenons ce que nous sommes et soyons déterminés, nous aussi, à défendre notre patrimoine civilisationnel. Mais libérons-nous d'abord de nos entraves idéologiques pour ne juger le monde qu'en fonction de notre sécurité.

Ce sera un exemple car les peuples ont tous besoin de certitudes et de forces pour vivre. Laissons aux autres la liberté de mener leur destin et d'assumer les conséquences de leurs choix. Qu'ils assument leurs échecs comme nous assumerons les nôtres. Qu'ils nous respectent autant que nous les respectons. Ceux qui faibliront disparaîtront. C'est une loi de la nature. C'est une loi divine. Maintenant, si nous voulons continuer les mêmes erreurs jusqu'à ce que mort s'ensuive, eh bien, continuons comme avant. ▀

BAISSE DE LA FERTILITÉ, AVORTEMENT...

Le nihilisme au cœur de la « révolution » sexuelle ?

■ Laurence Maugest
redaction@present.fr



LA BAISSÉ DE FERTILITÉ mondiale est un fait, constatée essentiellement dans le monde occidental (1). Au regard des progrès médicaux, elle s'explique sans doute par un changement de mentalité des couples géniteurs ou encore par le mode de vie des pays industrialisés de longue date, où elle est particulièrement remarquable.

D'autre part, selon les données mises à disposition par l'Organisation mondiale de la santé, 42,6 millions d'avortements ont été pratiqués en 2020. Ce chiffre dépasse de loin celui des principales causes de décès dans le monde, note le Christian Post (2).

En France, une coïncidence statistique bien troublante

En 2019, 232 000 interruptions volontaires de grossesse ont été réalisées en France, ce qui constitue le taux le plus important depuis 1990 (3).

Nous constatons que ce nombre d'avortements volontaires correspond curieusement à celui des victimes de mort infantile évalué fin XVIIIe-début XIXe siècle (4).

A la lecture de ces chiffres et en partant de l'importance de chaque vie, nous ne pouvons que remettre en cause « le progrès » dont l'homme néo-libéral se croit porteur.

Face à ce triste constat, nous réalisons que la mort naturelle a été comme remplacée par la mort volontaire, instrumentalisée par l'homme.

Cette substitution de « la mort infantile naturelle » par la légalisation de l'avortement vient comme pour répondre à une éventuelle régulation qui nous échappe. Cela montre, en tout cas, que, si l'homme tend toujours à éradiquer la puissance de la nature, il y apporte parfois des innovations bien funestes.

Cette baisse de fertilité et cette massification de l'avortement nous amènent à nous demander si l'Occident n'est pas sous l'emprise d'une pulsion nihiliste et morbide qui porterait le projet, tout simplement, de mettre fin à l'enfantement.

Si cette hypothèse peut sembler excessive, la baisse de fécondité et le taux d'avortements comme première cause de mortalité dans le monde méritent que l'on s'y arrête. D'autant plus que d'autres évolutions marquantes au sein de nos sociétés, en entravant l'image de la parentalité, sont susceptibles de contribuer à la régression des naissances.

L'intrusion de l'idéologie du genre

L'idéologie du genre, système de pensée qui nous vient des Etats-Unis, impose l'idée que la différence des sexes est une pure construction sociale que l'on peut remettre en cause à chaque seconde.

(1) « Monde - Evolution des taux de fécondité (1960-2015) ». PopulationData.net. 1er septembre 2016.

(2) « Plus de 42,6 millions d'avortements pratiqués en 2020, dépassant les principales causes de décès dans le monde ». The Christian Post. 4 janvier 2021.

(3) « Avortement : le taux d'IVG a atteint en 2019 son plus haut niveau en France depuis 30 ans ». France Info. 24 septembre 2020.

(4) « La mortalité infantile en France ». Ined. Décembre 2017.

(5) « Macron : "Un père n'est pas forcément un mâle". Est-ce que ça vous choque ? ». YouTube. « Les Vraies Voix ». 30 janvier 2020.

Il n'y a donc plus d'hommes et de femmes, ce qui signifie, en toute logique, qu'il n'y a plus de père et de mère. Certitude évidemment confirmée par le mariage homosexuel et les propos du locataire de l'Élysée. En effet, celui-ci explique la réticence des opposants au mariage pour tous par le fait qu'ils sont persuadés qu'un père doit être un homme et, en creux, une mère une femme (5).

Nous réalisons que, au-delà du renversement culturel que M. Macron reproche aux réfractaires au mariage homosexuel, il s'agit aussi d'un bouleversement biologique, anthropologique, sans précédent, qu'il annonce et revendique comme irréductible :

la différence sexuelle n'existe plus dans la tête de ces êtres qui sont censés nous gouverner.

La négation de la différence sexuelle anéantit inévitablement la parentalité qui en est le fruit. La destruction de la parentalité lamine tout autant la notion d'enfantement symbolique, riche en transmissions. Parmi ces dernières, la plus fondatrice, la plus essentielle est l'identification au parent du même sexe qui, face à un couple indifférencié sexuellement, ne peut plus s'effectuer. C'est par cette identification sexuelle que le petit homme et la petite femme se construisent en êtres humains. Nous pouvons donc redouter que cette idéologie despotique et invasive du genre parvienne à inhiber jusqu'à l'humanité des générations futures.

La disparition du père et de la mère signe-t-elle la fin de l'enfant ?

D'autres modes, bien actuelles, viennent alimenter la dissolution de ces rôles ancestraux, dissolution qui vise, *in fine*, la désintégration des êtres.

Déshumanisation qui touche, en premier lieu, l'enfant lui-même lorsqu'on le réduit à « une chose » en médiatisant le terme de « bébé médicament » ou encore en le ramenant, au quotidien, à n'être qu'une cible publicitaire. L'oukase écologiste va jusqu'à le dénoncer comme « un mauvais objet », dangereux pour la planète, car pollueur. Théorie abracadabrantesque qui fait, contre toute attente, des adeptes exclusivement dans les contrées occidentales, ce qui ne contribuera certainement pas à la reprise démographique de celles-ci. Si l'on revient aux parents, la mode de l'*homo festivus* imposant un jeunisme perpétuel leur interdit de se positionner en tant qu'adultes face à leur progéniture. C'est ainsi que les enfants ont, de plus en plus, comme uniques modèles des gamins perpétuels. Comment grandir et se développer dans un tel contexte ?

D'autre part, la permissivité, mise en exergue pour ne pas « traumatiser » l'enfant placé « au cœur du processus », nie la réalité de sa naïveté que l'enfant doit pourtant dépasser pour devenir un homme debout.

En définitive, l'idéologie du genre, le jeunisme perpétuel et la permissivité égalitariste aberrante qui entravent la fonction parentale anéantisent l'évolution sociale de l'enfant comme l'avortement extermine son évolution biologique.

C'est cette même destruction que l'on voit en marche dans la mise en place de la PMA et demain de la GPA qui viennent encore accentuer la confusion dans la transmission biologique et symbolique nécessaire au bon développement d'un enfant.

Dans le climat délétère qui est le nôtre, où il y a tant d'urgences sécuritaires, identitaires, sociales, économiques, cette priorité donnée à ces lois eugéniques est tout à fait surprenante. Elle s'explique par l'obsession des puissants groupes d'influence (financiers, médiatiques, politiques...) qui, à tous les niveaux, du législatif au monde du cinéma en passant par la publicité, cherchent à démolir les repères naturels et ataviques nécessaires à la maturation des petits. Cela nous montre que le cosmopolitisme, porté par les progressistes, a comme fondement idéologique le nihilisme et les philosophies de la déconstruction. Cette détermination à dissoudre nos lignées, « ce qui nous fait », n'est certainement pas innocente et sert à nous anémier, à nous rendre atones et prêts à accepter des mesures de plus en plus liberticides au nom, par exemple, d'un virus qui tue bien moins que l'avortement.

Il est temps de comprendre que la « french théorie » qui nous revient mâchée, hargneuse et en boomerang des Etats-Unis cherche tout simplement à détruire, à démanteler toutes réalités pour asservir les masses au profit du marché financier planétaire. Marché qui sera alimenté par des êtres qui auront perdu toute identité, ne seront plus rien, animés que par des arcs réflexes de consommateurs dressés. Nier l'identité raciale, sexuelle, filiale, historique des personnes, abolir leur liberté n'est pas une révolution mais une involution dramatique de ce qui fait l'humanité, encore une fois un véritable nihilisme malfaisant. Nihilisme qui porte en lui une image dépréciée de l'être humain source de bien des maux : des malaises identitaires à la progression de la violence, de l'obsession matérialiste (consommérisme spasmodique) à la baisse de la fertilité... En cela, cette machinerie en route, de plus en plus écrasante, de plus en plus dominante, ne porte-t-elle pas en elle quelques germes génocidaires ?

21 NUMÉROS EN SEPT ANS

Les fabuleux Cahiers d'histoire du nationalisme

Francis Bergeron francis-bergeron@present.fr

LES ÉDITIONS SYNTHÈSES publient un 21e *Cahier d'histoire du nationalisme*, et rééditent le cahier n° 5 qui était consacré à Mannerheim et à la résistance de la petite Finlande, face aux hordes bolcheviques, à un moment où l'URSS de Staline et l'Allemagne d'Hitler marchaient la main dans la main.

Peut-être tous ces cahiers n'ont-ils pas la rigueur parfaite de l'historien professionnel, mais on est tellement habitués à lire cette histoire « vue d'en face » qu'il est précieux d'avoir la possibilité de redresser une vision systématiquement orientée. Peut-être ces dossiers ne sont-ils pas tous de même intérêt, mais aucun n'est inutile. Et le thème général est inépuisable : les différentes formes de nationalisme, de patriotisme, d'identité, à travers le temps, sur tous les continents, racontées par le biais de portraits (Peron, Tixier-Vignancour, Stirbois, Mabire, d'Estienne d'Orves, etc.) ou par le biais d'organisations politiques (MSI, PFN, FANE, Phalange espagnole, poujadisme...).

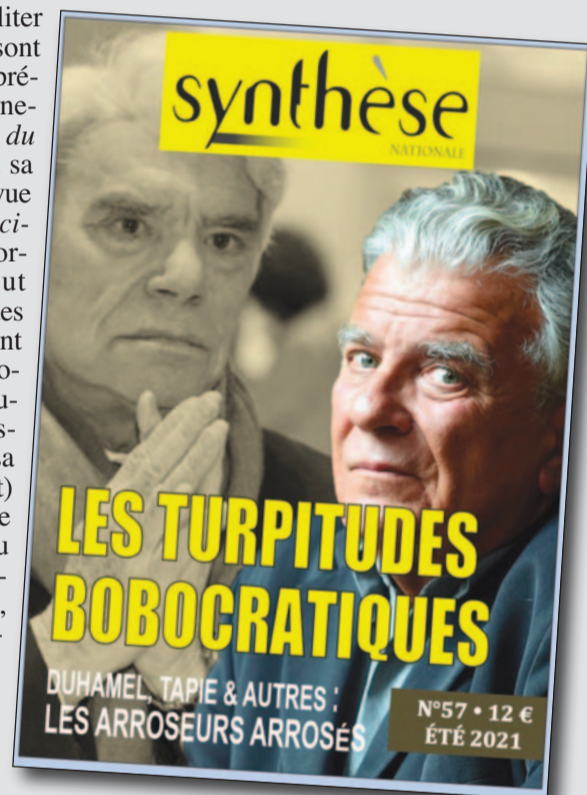
Ceux qui ont commencé à militer dans les années 1970 – et qui sont à peu près tous à la retraite, à présent –, se souviennent certainement de la *Revue d'histoire du fascisme* de François Duprat : sa présentation ressemblait à la revue de Bardèche, *Défense de l'Occident*. C'était une mine d'information, surtout pour de tout jeunes lycéens et étudiants avides de découvrir ce qu'ils pensaient être l'histoire d'une famille politique. Mais, à la façon des gauchistes, était catalogué « fasciste » par Duprat (ce qui, de sa part, était plutôt un compliment) tout ce qui se trouvait à la droite du gaullisme ou à la droite du « système ». Populistes, royalistes, catholiques traditionnels, conservateurs ou fascistes revendiqués, tous étaient embarqués sous cette commode étiquette, par le titre même de la revue.

Duprat éditait également un hebdomadaire, assez mal imprimé, sur un papier de mauvaise qualité, mais qui suivait très régulièrement l'actualité interne à la droite nationale au sens large du terme. Ce bulletin s'appelait *Les Cahiers européens*. Il avait été lancé en 1974, et il disparut en 1978, avec l'assassinat de son créateur. Le nombre de ses abonnés en était sans doute réduit, d'où le caractère plutôt artisanal de la publication, mais les techniques d'impression étaient moins perfectionnées et beaucoup plus chères qu'aujourd'hui. Duprat – aidé de son complice et ami Alain Renault – assurait néanmoins cette parution hebdomadaire, ce qui n'était pas un mince défi.

Les tout jeunes militants sautaient de joie quand un micro-événement de leur groupuscule d'affiliation était rapporté : bagarre avec les gauches, réunion publique, publication d'une plaquette confidentielle censée « révolutionner le milieu », nouvelle affiche tapissant les murs de Paris et de quelques grandes villes universitaires, polémiques internes... Des péripéties sans grande portée mais qui semblaient essentielles à ceux qui les vivaient.

L'émission «Synthèse» sur TVLibertés

Roland Hélie, le directeur de la revue trimestrielle *Synthèse nationale*, est très certainement un peu nostalgique de ces années d'utopie, qui étaient ses années de prime jeunesse. Il a lancé sa revue *Synthèse* il y a près de quinze ans, et ses *Cahiers d'histoire du nationalisme* en avril 2014. Son catalogue de l'été (www.synthese-editions.com) montre le travail accompli sur cette période : 21 cahiers à vocation historique, 57 numéros de la revue d'actualité politique, de nombreux livres dans la collection « Idées », notamment. Sans parler de l'émission « Synthèse », un mercredi sur deux, sur TVLibertés, qu'il anime avec Philippe Randa et qui, outre les invités, comporte une chronique de Pierre de Laubier. Roland Hélie a été formé à l'école militante et exigeante de Jean-Pierre Stirbois. Cela se voit.



La première grande famine soviétique (1921-1923)

■ Olivier Bault

olivier-bault@present.fr

IL Y A CENT ANS, trois ans et demi seulement après l'arrivée au pouvoir des bolcheviques, la Russie connaissait sa première grande famine. L'Union des républiques socialistes soviétiques n'avait pas encore été proclamée sur les décombres de l'ancienne Russie des tsars que le système communiste dévoilait déjà aux yeux du monde son ineptie économique. L'ironie de l'histoire, c'est que le régime bolchevique dut sa survie en grande partie à... l'aide humanitaire américaine.

Certes, les causes de la première des trois grandes famines qui frappèrent l'URSS au cours de ses 70 ans d'histoire (en 1921-1923, en 1932-1933 et en 1946-1947) étaient multiples : trois ans et demi de Première Guerre mondiale, suivis de trois ans de guerre civile entre bolcheviques, « blancs », anarchistes et peuples aspirant à se libérer de l'empire, et enfin une sécheresse au printemps 1921. Néanmoins, la politique de Lénine et les réquisitions croissantes des récoltes des paysans ainsi que le refus initial de l'aide étrangère et l'instrumentalisation des carences pour s'en prendre à l'Eglise orthodoxe et aux propriétaires paysans (les « koulaks ») jouèrent un rôle décisif dans l'aggravation d'une famine qui conduisit à de nombreuses scènes de cannibalisme et fit entre trois et cinq millions de morts par la faim, le typhus ou le choléra, principalement dans la région de la Volga, en plus des

sept à douze millions de morts de la guerre civile.

Constatant que la collectivisation et les réquisitions forcées conduisaient à une baisse de la production agricole et devant faire face à l'impopularité croissante du nouveau régime et de son appareil de terreur ainsi qu'aux révoltes paysannes, Lénine avait annoncé sa nouvelle politique économique (NEP) dès le mois de mars 1921. Il s'agissait d'une politique de libéralisation de

“ L'ironie de l'histoire, c'est que le régime bolchevique dut sa survie en grande partie à... l'aide humanitaire américaine ”

l'économie et donc de retour sur les réformes socialistes censées conduire au communisme, que Lénine justifia en déclarant : « Nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer directement au socialisme, encore que nous en ayons les prémices politiques. » Au même moment, Lénine renonçait provisoirement à la révolution mondiale après l'écrasement des révolutions communistes en Allemagne, Finlande et Hongrie et la victoire dans la guerre de 1919-1921 de la Pologne renaissante par laquelle l'Armée rouge avait espéré rejoindre les révolutionnaires allemands.



La NEP, qui instaurait un capitalisme d'Etat pour l'industrie et un capitalisme privé pour l'agriculture, arrivait néanmoins trop tard pour relancer les récoltes de 1921, alors que les récoltes de céréales avaient totalisé l'année précédente à peine plus de la moitié de celles de 1913, et ce dans un contexte de réseau de transport en ruine.

“Certains problèmes sur le front de l'agriculture...”

« Si la récolte est bonne, tout le monde aura un peu faim et nous survivrons », estimait Lénine au printemps 1921. « Sinon, nous ne serons pas en mesure d'aider les gens affamés et nous disparaîtrons. »

Et alors que les populations de la région de la Volga étaient affamées depuis le printemps 1921, ce n'est que le 2 juillet 1921 qu'un article de la *Pravda* évoqua « certains problèmes sur le front de l'agriculture ». Le 13 juillet, l'écrivain russe de renommée mondiale Maxime Gorki publiait une lettre ouverte aux Européens et aux Américains, les conjurant d'envoyer du pain et des médicaments pour le peuple russe en invoquant uniquement des problèmes de sécheresse.

Herbert Hoover, futur président des Etats-Unis qui était alors secrétaire au Commerce du président Warren Harding et directeur de l'American Relief Administration (ARA) fraîchement créée pour venir au secours des populations d'Europe après la Première Guerre mondiale, puis à la population polonaise pendant la guerre de 1919-1921, décida immédiatement de répon-

dre à cette demande d'aide humanitaire.

Hoover ne ressentait aucune sympathie pour le système soviétique. En 1919, il prévoyait la banqueroute du communisme en Russie en affirmant que la démonstration par ce pays de la stupidité des idées communistes serait une bonne chose pour le monde. Il était en revanche convaincu que l'aide humanitaire ne devait pas être soumise aux considérations politiques et idéologiques. Les conditions de l'intervention en Russie de l'ARA firent l'objet d'un accord entre les bolcheviques et l'organisation américaine à la mi-août 1921 et le premier transport d'aide humanitaire américaine arriva à Petrograd (Saint-Petersbourg) le 1er septembre 1921.

La mission humanitaire américaine comptait environ deux cents Américains et quelque cent vingt mille employés locaux, chacun d'entre eux devant avoir été approuvé par les autorités bolcheviques, ce qui n'empêchera pas d'ailleurs pas à beaucoup d'être ensuite accusés d'espionnage et persécutés par un régime totalitaire paranoïaque après la fin définitive de la mission humanitaire de l'ARA en juin 1923. L'ARA aura fourni environ 90 % de l'aide humanitaire qui sauva le régime bolchevique et conduisit à étaler sa banqueroute sur soixante-dix ans, faisant au passage des dizaines de millions de morts supplémentaires.

Un paradoxe rappelé dans un ouvrage publié en 2019 par l'historien américain Douglas Smith sous le titre *The Russian Job: The Forgotten Story of How America Saved the Soviet Union from Ruin* (*Le boulot russe : l'histoire oubliée de la façon dont l'Amérique sauva l'Union soviétique de la ruine*). ▀



LA BOUTIQUE DE "PRÉSENT"

www.present.fr/boutique

INFO : 01 42 97 51 30
PRÉSENT, 5 rue d'Amboise, 75002 Paris



HORS-SÉRIE

ACTION FRANÇAISE
L'éternel phénix du nationalisme

5 EUROS
+ FRAIS DE PORT



HORS-SÉRIE

SQUATS
Le grand remplacement au quotidien

5 EUROS
+ FRAIS DE PORT



HORS-SÉRIE

L'ImMonde des pédophiles

5 EUROS
+ FRAIS DE PORT



HORS-SÉRIE

Homme libre, toujours tu chériras LA MER

5 EUROS
+ FRAIS DE PORT



HORS-SÉRIE

MUSIQUE, COMBAT IDENTITAIRE

5 EUROS
+ FRAIS DE PORT

LIVRES



F. Bergeron, P. Vilgier

LES DROITES DANS LA RUE

25 EUROS
+ FRAIS DE PORT



Jean-Pierre Brun

DE GAULLE ET L'ARMÉE, LA FATALE ÉQUIVOQUE

30 EUROS
FRAIS DE PORT COMPRIS



Francis Bergeron

PRÉSENT, UN DÉFI AU QUOTIDIEN

28 EUROS
+ FRAIS DE PORT



François Brigneau,

MON APRÈS-GUERRE

25 EUROS
+ FRAIS DE PORT

Les dessins originaux de CHARD

AVEC DÉDICACE

25 EUROS
+ FRAIS DE PORT



REVUES



LIVR'ARBITRES n°33

- **CÉLINE**
- **Albert Vidalie**
- **P-G. de Roux**

18 EUROS
FRAIS DE PORT COMPRIS

DVD

SYMPHONIA, L'ÉPOPÉE MUSICALE

UN GRAND SPECTACLE SUR L'HISTOIRE DE LA MUSIQUE.

20 EUROS
FRAIS DE PORT COMPRIS



